


Section V Termes de référence



**CONCEPTION ET MISE EN PLACE D'UNE PLATEFORME
POUR LA FORMATION DES ALPHABETISEURS DANS LE
DOMAINE DE L'ALPHABETISATION FONCTIONNELLE EN
LIAISON AVEC L'OPERATION DE MELKISATION DES
TERRES COLLECTIVES SITUEES DANS LES PERIMETRES
D'IRRIGATION DU GHARB ET DU HAOUZ**

<u>ABREVIATIONS</u>	3
<u>1. ELEMENTS DE CADRAGE</u>	4
1.1. Le Compact II entre MCC et le Gouvernement du Royaume du Maroc	4
1.2. Le projet « Productivité du foncier »	4
1.3. Informations sur l’Agence MCA-Morocco	4
1.4. Les terres collectives au Maroc	4
1.5. La melkisation de terres collectives régies par le Dahir n°1-69-30	5
1.6. L’activité « Foncier rural »	5
1.7. Environnement institutionnel des mesures d’accompagnement	6
1.8. Evaluation de l’impact social	7
1.9. Objectif de la prestation	7
<u>2. DESCRIPTION DES SERVICES A FOURNIR PAR LE PRESTATAIRE</u>	9
2.1. Tâche A : Approche méthodologique et Plan d’Assurance Qualité (PAQ)	9
2.2. Tâche B : Elaboration et conception du contenu de la formation via la plateforme	10
2.3. Tâche C : Développement et durabilité de la plateforme	11
<u>3. RECAPITULATIF D’EXECUTION DES PRESTATIONS</u>	13
<u>4. MOYENS DE MISE EN ŒUVRE</u>	14
<u>5. LIVRABLES</u>	16
5.1. Calendrier des livrables	17
5.2. Autres livrables	18
<u>6. CALENDRIER DES LIVRABLES ET DES PAIEMENTS</u>	18
<u>7. CONFIDENTIALITÉ</u>	19

ABREVIATIONS

AD	Ayants droit
ANLCA	Agence Nationale de Lutte Contre l'Analphabétisme
CE	Collectivités Ethniques
DFR	Direction du Foncier Rural
GCAM	Groupe Crédit Agricole du Maroc
GIS	Genre et Inclusion Sociale
MCA	Millennium Challenge Account
MCC	Millennium Challenge Corporation
NP	Normes de performance
ONCA	Office National du Conseil Agricole
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAGIS	Plan d'action Genre et Inclusion Sociale
PAQ	Plan Assurance Qualité
PSE	Plan de Suivi et Evaluation
TC	Terres Collectives
TdR	Termes de Référence

1. ELEMENTS DE CADRAGE

1.1. Le Compact II entre MCC et le Gouvernement du Royaume du Maroc

Le gouvernement du Royaume du Maroc a conclu, le 30 novembre 2015, un deuxième programme de coopération (Compact II) avec le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, représenté par Millennium Challenge Corporation (MCC), et ce, dans l'objectif de rehausser la qualité du capital humain et d'améliorer la productivité du foncier. Le budget alloué par MCC à ce programme de coopération s'élève à 450 millions de dollars, auquel s'ajoute une contribution du gouvernement marocain d'une valeur d'au moins 67,5 millions de dollars américains.

Le montant global financera, sur une période de cinq ans, deux projets, à savoir « Education et formation pour l'employabilité » et « Productivité du foncier ».

1.2. Le projet « Productivité du foncier »

Le projet « Productivité du foncier », dont le budget est de l'ordre de 170 millions de dollars, vise l'amélioration de la gouvernance et de la productivité du foncier pour mieux répondre aux besoins des investisseurs et attirer davantage d'investissements grâce à la mise en œuvre de trois activités : « Gouvernance du foncier », « Foncier industriel » et « Foncier rural ».

L'activité « Foncier rural » (33 millions \$), qui fait objet de la présente prestation, a pour objectif de développer une nouvelle procédure optimisée et simplifiée pour la transformation de la propriété dans l'indivision des terres collectives situées dans les périmètres d'irrigation et régies par le Dahir n° 1-69-30 du 25 juillet 1969 tel qu'il a été modifié et complété en propriétés individuelles au profit des ayants droit (opération connue sous le nom de « melkisation »). Cette procédure optimisée sera mise en œuvre, à titre pilote, dans une tranche de base, sur une superficie d'environ 51 000 hectares (Ha) bruts de terres collectives situées dans le périmètre d'irrigation du Gharb, et, dans une tranche optionnelle, sur une superficie d'environ 15 000 Ha bruts dans le périmètre d'irrigation de la Tassaout dans le Haouz.

1.3. Informations sur l'Agence MCA-Morocco

L'Agence Millennium Challenge Account-Morocco (MCA-Morocco) est un établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Créée en septembre 2016, elle est chargée de la mise en œuvre du Compact II. L'Agence MCA-Morocco est gérée par un Conseil d'Orientation Stratégique, présidé par le Chef du Gouvernement.

1.4. Les terres collectives au Maroc

Les terres collectives (TC) concernent environ 4 600 Collectivités Ethniques (CE) et s'étendent sur environ 15 millions d'Ha. Elles revêtent une grande importance dans la vie sociale et économique du pays, mais, du fait notamment de leur statut foncier, leur potentiel agricole n'est que partiellement valorisé.

Les TC sont régies d'une part par la loi n° 62-17 du 9 août 2019 relative à la tutelle administrative de ces communautés et la gestion de leurs biens, qui a abrogé le dahir du 27 avril 1919 et qui reconnaît un droit de propriété de ces terres à une CE. Ce droit de propriété est exercé sous la tutelle administrative de l'Etat à travers le Ministre de l'Intérieur, et plus particulièrement la Direction des Affaires Rurales relevant de ce Ministère. Les membres de la CE sont représentés par une assemblée de délégués (les nouab). Traditionnellement, cette assemblée répartissait périodiquement les terres de la CE entre les collectivistes, lesquels disposaient alors d'un droit de jouissance accordé à titre provisoire. Lorsque le partage est effectué,

ce qui est aujourd'hui le cas pour la plupart des collectivistes, ces derniers disposent alors d'un droit de jouissance à titre perpétuel. Les TC sont inaliénables (ne peuvent être cédées qu'aux acteurs publics ou au profit des investisseurs privés sous certaines conditions), imprescriptibles (ne peuvent être acquises par prescription acquisitive) et insaisissables (ne peuvent pas faire l'objet de saisie et donc ne peuvent servir de garantie à un prêt hypothécaire).

Les TC situées en totalité ou en partie dans un périmètre d'irrigation sont régies par le Dahir de 1969 adopté dans le cadre du Code des investissements agricoles qui promeut le développement de l'agriculture comme un des piliers fondamentaux de la politique nationale de développement économique et social et définit les avantages offerts par l'Etat aux agriculteurs. Un aspect essentiel de cette politique agricole était de favoriser les investissements privés, grâce notamment à diverses formes d'appui apportées par l'Etat : réalisation d'infrastructures de base, mise en place de subventions, développement de la recherche agronomique et de l'enseignement agricole, investissements dans les périmètres d'irrigation (aménagement des périmètres, équipement des exploitations, etc.) et amélioration de la gestion foncière.

1.5. La melkisation de terres collectives régies par le Dahir n°1-69-30

Le « Dahir n°1-69-30 du 25 juillet 1969, tel qu'il a été modifié et complété par la loi 64.17, relatif aux terres collectives situées dans les périmètres d'irrigation » permet la transformation de la propriété dans l'indivision entre les ayants droit de ces terres en propriétés individuelles au nom des AD. Ce faisant, ce processus doit contribuer à l'augmentation des revenus agricoles suite à la sécurisation du foncier, l'accroissement des investissements productifs et la dynamisation du marché foncier.

1.6. L'activité « Foncier rural »

La mise en œuvre de l'activité « Foncier rural » relevant du Compact II, programme de coopération conclu avec Millennium Challenge Corporation (MCC), s'inscrit dans le cadre de l'application par le Gouvernement des Hautes Orientations de Sa Majesté le Roi Mohammed VI appelant à faire des terres collectives un levier pour le développement économique et social en milieu rural en général, et à l'activation de la melkisation, à titre gracieux, de celles qui sont situées à l'intérieur des périmètres d'irrigation en particulier. Le projet vise l'amélioration de la productivité du foncier rural, la lutte contre la pauvreté et l'impulsion de la création d'emplois, à travers l'appropriation des terres et l'accompagnement des bénéficiaires.

a- L'opération de melkisation

Cette composante du projet porte sur l'accompagnement social et technique à la melkisation de près de 66.000 Ha de terres collectives situés dans deux périmètres d'irrigation, à savoir le Gharb avec 51.000 Ha (environ 25.000 ayants droit dans les provinces de Kénitra, Sidi Slimane et Sidi Kacem) et le Haouz avec 15.000 Ha (5.788 ayants droit dans la province de Kelâa des Sraghna).

Cette opération pilote de *melkisation* sera réalisée selon une procédure optimisée en termes de délais et de coûts, adoptée par la circulaire conjointe N°3726 du 23 juillet 2018. Elle est menée en étroite collaboration avec les différents départements gouvernementaux et établissements publics concernés, à savoir le Ministère de l'Intérieur, le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural et des Eaux et Forêts, l'Agence Nationale de la Conservation Foncière, du Cadastre et de la Cartographie (ANCFCC) et les offices régionaux de mise en valeur agricole du Gharb et du Haouz (ORMVAG et ORMVAH) et ce, conformément aux dispositions de l'accord d'exécution signé entre ces parties prenantes et l'Agence MCA-Morocco en date du 19 juillet 2018 et de son avenant signé en date du 23 août 2019.

b- Les mesures d'accompagnement à l'opération de melkisation

Cette composante vise à maximiser les retombées économiques et sociales de cette opération, notamment en faveur des femmes et des jeunes, et à améliorer la situation économique et sociale des personnes qui ne bénéficieraient pas de la melkisation ou qui seraient négativement impactées par cette opération, par des **mesures d'accompagnement** en vue d'assurer une meilleure valorisation agricole des terres melkisées et garantir un développement inclusif de la population cible en favorisant sa qualification et son autonomisation, tout en tenant compte des préoccupations environnementales.

Ces mesures portent notamment sur la facilitation de l'accès aux crédits bancaires, la gestion de l'indivision, l'alphabétisation fonctionnelle, le renforcement des capacités techniques et professionnelles des agriculteurs et le développement d'activités génératrices de revenus et d'emplois, notamment en faveur des femmes et des jeunes.

Pour la mise en œuvre des mesures d'accompagnement, trois accords ont été conclus avec le Groupe Crédit Agricole du Maroc (GCAM), l'Agence Nationale de Lutte Contre l'Analphabétisme (ANLCA) (se référer à la copie de la convention en annexe) et l'Office National du Conseil Agricole (ONCA). Un quatrième partenariat est en cours de développement avec la Direction des Affaires Rurales relevant du ministère de l'Intérieur.

c- Les mesures d'accompagnement objets du partenariat avec l'ANLCA

Ces mesures d'accompagnement à l'opération de melkisation portent sur :

- L'organisation des caravanes d'information et de sensibilisation au profit des ONGs et de la population cible sur les différents programmes prévus dans le cadre du présent partenariat ;
- Le développement de trois modules complémentaires pour l'alphabétisation fonctionnelle en relation avec la melkisation des terres collectives ;
- L'ouverture des classes d'alphabétisation fonctionnelle au niveau des deux zones d'intervention à savoir le Gharb (Provinces de Kénitra, Sidi Kacem et Sidi Slimane) et le Haouz (Province de Kelaâ des Sraghna);
- Le développement d'une application mobile pour assurer une alphabétisation à distance des différents modules au profit de l'ensemble de la population cible ;
- Le renforcement des capacités des ONGs, des alphabétiseurs et du personnel de l'ANLCA ;
- Le développement d'une plateforme de formation à distance pour permettre aux alphabétiseurs de compléter leurs acquis en formation de manière fluide et continue ;
- L'impression de l'ensemble des modules ;
- La conception et l'impression d'outils de communication (flyer, dépliant, brochure ou autres).

1.7. Environnement institutionnel des mesures d'accompagnement

L'Agence MCA-Morocco est le maître d'ouvrage de cette prestation. La Direction du Foncier Rural (DFR) relevant de cette agence est l'entité responsable de la mise en œuvre de l'opération de melkisation dans le cadre du Compact II. Elle est accompagnée et soutenue dans cette mission par les entités d'exécution regroupées dans un Comité Technique Central.

La gouvernance de chaque partenariat concernant les mesures d'accompagnement est assurée au niveau central par un Comité Technique de suivi, coordonné par les représentants de l'Agence MCA-Morocco et de l'entité concernée, et au niveau provincial, par un Comité de Pilotage présidé par Monsieur le Gouverneur, chargé du suivi de la mise en œuvre des engagements contenus dans les accords d'exécution.

Les représentants du Comité Technique Central chargé de suivre l'opération de melkisation peuvent être appelés à assister aux travaux des comités de pilotage sus-indiqués.

1.8. Evaluation de l'impact social

Les projets du Compact II sont mis en œuvre par l'Agence MCA-Morocco et ses partenaires dans le respect des lois et des réglementations marocaines, des normes de performance (NP) en matière de durabilité environnementale et sociale de la Société Financière Internationale (SFI-Groupe de la Banque mondiale), ainsi que de la Politique Genre et inclusion sociale de MCC.

Conformément à la Politique Genre et inclusion sociale de MCC¹, l'Agence MCA-Morocco a développé un Plan d'Action Genre et Inclusion Sociale (PAGIS²) qui traduit l'engagement des différentes parties prenantes à promouvoir l'équité et l'inclusion des populations vulnérables dans toutes les étapes de la conception et de la mise en œuvre des projets du Compact II.

L'objectif du PAGIS est d'assurer une participation inclusive de la population, y compris les femmes et les jeunes, et un accès aux bénéfices desdits projets à travers l'atténuation des contraintes socio-économiques existantes.

La prise en charge optimale des aspects sociaux et de genre se base en partie sur les résultats des travaux de terrain de l'opération de melkisation réalisés dans le cadre du marché d'appui technique et social à l'opération de melkisation des terres collectives situées dans les périmètres d'irrigation du Gharb et du Haouz (marché LR01, téléchargeable via le lien <https://www.mcamorocco.ma/fr/lr-01-appui-technique-et-social-la-realisation-de-loperation-de-melkisation-de-terres-collectives>). De ce fait, l'adjudicataire de la présente prestation est appelé à collaborer avec le prestataire du marché LR01 pour maximiser l'exploitation des données de terrain et contextualiser l'appui technique et social sollicité.

1.9. Objectif de la prestation

La présente prestation consiste à concevoir et à mettre en place, à partir des quatorze (14) modules de formation, une plateforme visant à faciliter l'accessibilité des contenus et l'enrichissement des connaissances des alphabétiseurs dans le cadre du programme d'alphabétisation fonctionnelle au profit de la population concernée par l'opération de melkisation des terres collectives situées dans les périmètres d'irrigation. **Il est à noter que chaque module dispose d'un support de formation qui lui est propre** (Pour référence, voir les intitulés au niveau du tableau ci-après + lien de téléchargement des 11 modules existants : <http://bre.is/jYLzK47L/>). De légers changements au niveau des 11 modules existants pourraient

¹ <https://assets.mcc.gov/content/uploads/2017/05/mcc-policy-gender.pdf>
<https://assets.mcc.gov/content/uploads/2017/05/guidance-2011001054001-genderintegration.pdf>

² <http://www.mcamorocco.ma/fr/plan-daction-dintegration-des-dimensions-genre-et-inclusion-sociale-pagis>

Intervenir avant le démarrage de cette présente prestation et devront être pris en compte par le prestataire. Les 3 autres modules complémentaires seront disponibles une fois élaborés par le maître d'ouvrage.

La présente prestation concernant la conception et la mise en place d'une plateforme est composée de deux périodes :

- une **période de base** pour les modules de formation du programme d'alphabétisation existant ;
- une **période optionnelle** pour les trois (3) modules de formation liés à la melkisation et qui sont en cours de développement dans le cadre d'une autre prestation.

Les modules existants, à ce jour, sont répartis comme suit :

Modules	Intitulé	Volume Horaire
Module 1	Introduction sur le cadre référentiel et méthodologique de la formation des alphabétiseurs ;	6H
Module 2	L'andragogie et les programmes d'alphabétisation ;	6H
Module 3	Les approches d'alphabétisation et de l'éducation des adultes ;	6H
Module 4	Mobilisation et communication ;	6H
Module 5	Développement des compétences des bénéficiaires des programmes d'alphabétisation ;	6H
Module 6	Planification et gestion des apprentissages ;	6H
Module 7	Techniques d'animation et de communication ;	6H
Module 8	La didactique d'apprentissage de la lecture, l'écriture et calcul ;	6H
Module 9	Evaluation des acquis et soutien des apprentis ;	6H
Module 10	Les approches adoptées en post-alphabétisation ;	6H
Module 11	Formation des gestionnaires de programmes d'alphabétisation : suivi et gestion des programmes d'alphabétisation	6H
Module Complémentaire 1		18H

Module Complémentaire 2	Le contenu et le volume horaire par module sera définit lors de l’élaboration des modules complémentaires.	
Module Complémentaire 3		
TOTAL		84H équivalent à 14 jours

2. DESCRIPTION DES SERVICES A FOURNIR PAR LE PRESTATAIRE

2.1. Tâche A : Approche méthodologique et Plan d'Assurance Qualité (PAQ)

Cette tâche consiste en l'élaboration d'une note méthodologique détaillant le plan de travail, la méthodologie de recherche et de développement à suivre, l'architecture du découpage prévu pour la modélisation du contenu de formation, la méthode de gestion du contenu pédagogique de la plateforme et les ressources humaines et matérielles mobilisées pour réaliser le travail. Un Plan d'Assurance Qualité du projet (PAQ) doit être également produit.

En raison de la situation sanitaire exceptionnelle liée à la covid-19, le prestataire devra fournir un plan d'atténuation des risques décrivant les procédures et protocoles pour éviter et réduire les risques de contamination et propagation de la covid-19 lors de la mise en œuvre de la présente prestation. Ce plan devra être établi à partir du canevas en annexe intégrant l'ensemble des directives de MCC. Le respect des exigences nationales en la matière est aussi obligatoire.

a- Actions à mener :

Les principales actions à mener sont l'élaboration de :

- La note méthodologique ;
- Le Plan d'Assurance Qualité du projet (PAQ) ;
- Le plan d'atténuation des risques covid-19.

b- Livrables :

Intitulé	Consistance	Date de livraison (mois)
A-1 : Note méthodologique	<p>Cette note doit contenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'approche à adopter pour concevoir le contenu de chaque module de la plateforme en adéquation avec les besoins des bénéficiaires, en se basant sur les modules arrêtés ; - La proposition d'une approche innovante pour la conception et la mise en place de la plateforme en conformité avec la charte graphique du site web de l'ANLCA et prenant en considération les nouveautés du marché au moment de la réalisation ; - Le processus de mise en place et de test des modules développés sur la plateforme, en précisant les méthodes à adopter pour assurer sa durabilité, y compris le contrôle d'assurance qualité ; - Le plan d'action détaillé ; - La vision du prestataire pour coordonner la programmation des actions dans le temps avec l'Agence MCA-Morocco, l'ANLCA et les comités de pilotage. 	Mb1 = Mb + 1
A-2 : Plan Assurance Qualité (PAQ)	<p>Proposer des méthodes de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contrôle interne de qualité pour l'exécution des tâches et la production des livrables à soumettre ; - Contrôle externe de qualité, en concertation avec l'Agence MCA-Morocco et l'ANLCA, lors de l'exécution des prestations et pour la validation provisoire et définitive de chaque livrable. 	Mb1 = Mb + 1
A-3 : Plan d'atténuation des risques covid-19	Ce document doit définir l'approche méthodologique à poursuivre pour prendre en charge les exigences liées à la covid-19 ainsi qu'une description des mesures effectives à mettre en œuvre et ce, conformément au plan d'atténuation des risques covid-19 en annexe.	Mb1 = Mb + 1

Mb : Date de démarrage de la période de base.

2.2. Tâche B : Elaboration et conception du contenu de la formation via la plateforme

Après l'analyse des modules arrêtés, il est demandé d'adapter leur contenu pour une formation à distance sur la base d'un prototype de module exploitable dans la plateforme projetée.

a- Actions à mener :

La présente tâche consiste à :

- Développer selon l'approche par compétences et l'approche andragogique le contenu des formations relatifs aux modules concernés. Ce contenu doit être adapté à un apprentissage à distance ;
- Utiliser des représentations variées pour scénariser le contenu des modules de formation (textes, illustrations, narrations, schémas, graphiques, cartes, dessins, animations, vidéos, etc.) tout en tenant compte des éléments ci-après :
 - Proposer des activités d'apprentissage variées ;
 - Favoriser l'interactivité et l'autonomie ;
 - Se rapprocher des situations réelles, afin d'avoir un module de formation interactif ;
- Uniformiser la structure des modules de formation à distance.

b- Livrables :

Intitulé	Consistance	Date de livraison (mois)
B : Elaboration et conception des modules de formation à intégrer dans la plateforme	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer une présentation générale de la plateforme ; - Arrêter le prototype adéquat pour les modules de formation ; - Définir les unités de formation et leurs activités pour chaque module ; - Développer et adapter le contenu de chaque module pour une formation à distance au profit des alphabétiseurs ; - Prévoir des évaluations (diagnostique, formative, sommative) par module 	$Mb2 = Mb1' + 4$

Mb1' : date de validation des livrables de la tâche A (composantes A-1, A-2 et A-3).

2.3. Tâche C : Développement et durabilité de la plateforme

La présente phase consiste à concevoir et mettre en place une plateforme qui contiendra les modules de formation utilisés par l'ANLCA. Cette plateforme doit permettre, au minimum, à 1000 personnes bénéficiaires d'accéder en même temps aux modules de formation.

Le prestataire devra veiller à l'amélioration des fonctionnalités de la plateforme et assurer sa durabilité pendant la période de garantie et de maintenance contractuelle.

a- Actions à mener :

L'objectif de cette tâche est de :

- Concevoir une plateforme capable de:
 - Mettre à la disposition des utilisateurs des sessions de formation de haute qualité ;
 - Gérer l'opération d'inscription des bénéficiaires ;
 - Faciliter la gestion conviviale du contenu de la formation ;

- Être utilisable via tous les navigateurs (tels que Internet explorer, Firefox et Google chrome) sur ordinateur et smartphone;
- Faciliter le suivi des sessions de formation ainsi que l'évaluation des bénéficiaires ;
- Permettre aux bénéficiaires de débattre sur des sujets variés liés à la gestion de leur formation :
 - o Communiquer entre eux et avec les formateurs,
 - o Formuler des commentaires et des avis pour l'amélioration du produit ;
 - o Partager des documents ;
- Planifier des sessions de formation et communiquer avec les bénéficiaires ;
- Mettre à la disposition des utilisateurs un espace de vidéo-conférence ;
- La plateforme doit intégrer une bibliothèque numérique comportant des ouvrages de référence dans les domaines de la formation et de l'alphabétisation. En arabe et Français.
- Prévoir une capsule d'information.
- Mettre en place la plateforme, tout en prenant en considération :
 - L'élaboration des manuels d'utilisation ;
 - La formation des utilisateurs ;
 - Sa mise à jour suivant les recommandations et suggestions des utilisateurs.
- Formation des utilisateurs sur l'utilisation de la plateforme (3 jours au minimum):

La formation des utilisateurs sera organisée au niveau des provinces concernées par le projet de melkisation. Une collaboration avec le prestataire adjudicataire du marché relatif aux renforcement de capacités des ONG, des formateurs et du personnel de l'ANLCA est requise pour la définition des bénéficiaires de la formation en cas de besoin.

La formation portera sur :

- La manipulation de la plateforme par les utilisateurs ;
- La création et mise à jour du contenu de la plateforme ;
- Les outils et logiciels utilisés dans le cadre de la présente prestation ;
- La gestion des bénéficiaires de la plateforme ;
- L'administration technique de la plateforme.
- Assurer la durabilité de la plateforme :
 - Par la prise en charge de l'hébergement de la plateforme pour une période de 10 ans, permettant l'accès à 1000 bénéficiaires au minimum, en même temps ;
 - Par la mise en place d'un délai de garantie et de maintenance égal à deux années à compter du lendemain de la date de validation du livrable C-2 « mise en service de la plateforme ». Pendant cette durée, le prestataire sera tenu de :
 - o Rectifier la plateforme en cas de mauvaise qualité, d'anomalies ou de défauts constatés ;
 - o Intégrer des progrès dans la technologie s'ils existent et s'ils sont suffisamment significatifs pour exiger une adaptation de la plateforme ;
 - o Corriger tout « bug » détecté au niveau de la plateforme ;

- Livrer et installer de nouvelles versions et patches correctifs s'il y a lieu ;
- Respecter durant la période de garantie un niveau de service qui respecte les délais d'intervention selon la gravité des incidents.

b- Livrables :

Intitulé	Consistance	Date de livraison (mois)
C-1 : Projet de plateforme pour la formation à distance des alphabétiseurs	Présenter un projet intégrant : <ul style="list-style-type: none"> - Les composantes de la plateforme, y compris les contenus pédagogiques des différents modules avec des tests digitaux de chaque module ; - Les modalités de fonctionnement avec en particulier : <ul style="list-style-type: none"> ● Le rapport de configuration ; ● Le rapport d'administration de la plateforme. 	$Mb3 = Mb2' + 1,5$
C-2 : Mise en service de la plateforme	<ul style="list-style-type: none"> - Manuels d'utilisation pour les administrateurs et les utilisateurs ; - Formation des personnes concernées par la manipulation de la plateforme (administrateurs et bénéficiaires) avec les livrables (Rapport de formation, fiche d'évaluation, liste de présence, etc.) ; - Test et ajustement de la plateforme ; - Capsule de communication sur la plateforme. 	$Mb4 = Mb3' + 1$
C-3 : Durabilité de la plateforme	Le prestataire est amené à produire un livrable détaillant ses engagements pour : <ul style="list-style-type: none"> - L'hébergement de la plateforme pendant 10 ans à compter de la date de mise en service de la plateforme ; - La garantie et la maintenance de la plateforme pendant 2 ans à compter de la date de validation du livrable C-2 	$Mb5 = Mb4' + 0,5$

Mb2' : Date de validation du livrable B ;

Mb3' : Date de validation du livrable C-1 ;

Mb4' : Date de validation du livrable C-2.

3. RECAPITULATIF D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le prestataire est tenu de réaliser l'ensemble des tâches mentionnées ci-dessus pour ce qui concerne la période optionnelle une fois activée. Il est à noter que certains livrables de la période optionnelle devront être adaptés tandis que d'autres seront à créer.

Le tableau, ci-dessous, traite le détail des livrables à fournir suivant les situations :

Intitulé	Action à mener
A-1 : Note méthodologique	A adapter
A-2 : Plan Assurance Qualité (PAQ)	A adapter
A-3 : Plan d'atténuation des risques covid-19	A adapter
B : Elaboration et conception des modules de formation à intégrer dans la plateforme	A créer
C-1 : Projet de plateforme pour la formation à distance des alphabétiseurs	A adapter
C-2 : Mise en service de la plateforme	A adapter
C-3 : Durabilité de la plateforme	A adapter

L'activation de la période optionnelle sera effectuée par avenant, une fois que les 3 nouveaux modules seront développés par l'Agence MCA-Morocco et l'Agence Nationale de Lutte Contre l'Analphabétisme.

4. MOYENS DE MISE EN ŒUVRE

Dès la date de signature du contrat et tout au long de la période de mise en œuvre de la présente consultation, le prestataire devra prendre en charge tous les coûts liés à l'exécution de la prestation et mettre en place les moyens nécessaires pour son bon déroulement, dont notamment :

- Les moyens humains à travers le recrutement et la mobilisation du personnel clé et non clé nécessaires à la mise en œuvre de la prestation ;
- Les moyens techniques (logiciels, espace d'hébergement, etc.) ;
- Les outils de formation (manuels, capsule vidéo, etc.) ;
- La logistique nécessaire (salle de formation, etc.).

Pour la mise en œuvre de la **période de base**, le prestataire doit mobiliser l'équipe suivante :

QUALIFICATIONS DU PERSONNEL CLE

Le prestataire doit mobiliser une équipe d'experts dont les qualifications satisfont les exigences spécifiées ci-après. Tous les employés clés sont requis pour une mobilisation à plein temps et les soumissionnaires sont appelés à proposer une répartition des responsabilités au sein de l'équipe. Tout changement d'un expert clé doit être approuvé par l'Agence MCA-Morocco. Dans ce cas, l'expert de remplacement doit avoir au minimum les qualifications requises pour le profil en question.

✓ **Un(e) chef de projet** qui doit avoir les qualifications suivantes :

- Un diplôme supérieur (BAC+5) ;
- Une expérience de cinq (5) ans, au minimum, en tant que chef d'équipe dans la gestion et le pilotage de projets pour le développement des plateformes de formation à distance (avec la présentation d'un minimum de deux attestations de bonnes fins délivrées par les maîtres d'ouvrage et intégrant l'importance et la qualité des prestations) ;

- Une expérience de cinq (5) ans, au minimum, en analyse et conception fonctionnelle des projets des plateformes de formation à distance ;
- Des aptitudes de communication avec une gamme variée d'interlocuteurs (parties prenantes, populations cibles, etc.) ;
- La maîtrise du français (parlé et écrit) ;
- La maîtrise de l'arabe serait un atout.

✓ **Un(e) andragogue** qui doit avoir les qualifications suivantes :

- Un diplôme supérieur (BAC+3) ;
- Une expérience de cinq (5) ans, au minimum, dans le domaine de l'élaboration des contenus ainsi que de l'évaluation en matière d'alphabétisation et d'éducation des adultes (avec la présentation d'un minimum de deux attestations de bonnes fins délivrées par les maitres d'ouvrage et intégrant l'importance et la qualité des prestations);
- Une très bonne maîtrise de l'arabe (parlé et écrit) ;
- La maîtrise du français est un atout.

✓ **Un(e) développeur web** qui doit avoir les qualifications suivantes :

- Un diplôme supérieur (BAC+3) en informatique spécialisé dans le développement ;
- Une expérience de cinq (5) ans, au minimum, dans le développement de plateforme web dédiée pour une formation à distance dans le domaine de l'éducation avec la présentation d'un minimum de deux attestations de bonnes fins délivrées par les maitres d'ouvrage et intégrant l'importance et la qualité des prestations) ;
- La maîtrise des langages de développement des plateformes fonctionnelles sur le web ;
- Une très bonne maîtrise de l'arabe (parlé et écrit) ;
- La maitrise du français est un atout.

QUALIFICATIONS DU PERSONNEL NON CLE

Tous les personnels non clés du projet seront mobilisés pour assurer le bon déroulement de la mission tout en assurant la continuité et la complémentarité du travail du personnel clé. Le prestataire peut proposer d'autres profils de personnel non-clé, s'il le juge nécessaire, pour mener à bien la prestation.

✓ **Un(e) andragogue** qui doit avoir les qualifications suivantes :

- Un diplôme supérieur (BAC+3) ;
- Une expérience de cinq (5) ans, au minimum, dans le domaine de l'élaboration des contenus ainsi que de l'évaluation en matière d'alphabétisation et d'éducation des adultes avec la présentation d'un minimum de deux attestations de bonnes fins délivrées par les maitres d'ouvrage et intégrant l'importance et la qualité des prestations) ;

- Une très bonne maîtrise de l'arabe (parlé et écrit) ;
- La maîtrise du français est un atout.

✓ **Un(e) développeur web** qui doit avoir les qualifications suivantes :

- Un diplôme supérieur (BAC+3) en informatique spécialisé dans le développement ;
- Une expérience de cinq (5) ans, au minimum, dans le développement de plateforme web dédiée pour une formation à distance dans le domaine de l'éducation avec la présentation d'un minimum de deux attestations de bonnes fins délivrées par les maîtres d'ouvrage et intégrant l'importance et la qualité des prestations) ;
- La maîtrise des langages de développement des plateformes fonctionnelles sur le web ;
- Une très bonne maîtrise de l'arabe (parlé et écrit) ;
- La maîtrise du français est un atout.

✓ **Deux infographistes illustrateurs** qui doivent avoir les qualifications suivantes :

- Un diplôme supérieur (BAC+3) en informatique spécialisé en infographie ;
- Une expérience de cinq (5) ans, au minimum, dans le développement des personnages et images et vidéos animés avec la présentation d'un minimum de deux attestations de bonnes fins délivrées par les maîtres d'ouvrage et intégrant l'importance et la qualité des prestations);
- La maîtrise des logiciels d'animation ;
- Une très bonne maîtrise de l'arabe (parlé et écrit) ;
- La maîtrise du français est un atout.

En cas d'activation de la **période optionnelle** avant l'expiration de la période de base, l'équipe en place sera renforcée par l'ajout d'un expert andragogue, d'un développeur web et d'un infographiste illustrateur. Dans le cas contraire, une équipe sera constituée d'un chef d'équipe, d'un andragogue, d'un développeur web et d'un infographiste. Il est fortement souhaité de proposer ces experts parmi ceux mobilisés dans la période de base.

Dans tous les cas l'ensemble du personnel à recruter au titre de la période optionnelle doit obéir aux mêmes exigences prévues pour le personnel de la période de base ci-dessus mentionnées. A ce titre, le prestataire devra proposer l'ensemble du personnel pour les deux périodes au moment de la soumission.

5. LIVRABLES

Le prestataire préparera et soumettra tous les livrables sous format papier et sur support électronique. Les livrables sont à produire en langue précisée par les TdR. Toutefois, les PVs de réunion avec le maître d'ouvrage et les parties prenantes institutionnelles devront être rédigés en français. Le prestataire devra assurer la traçabilité des différentes versions remises (auteurs, dates, circuits de validation interne au prestataire, n° de versions).

Les livrables doivent être adressés à l'Agence MCA-Morocco ou à toute autre personne mandatée par elle avec accusé de réception. A l'exception des livrables pour lesquels un nombre des exemplaires est déterminé, le prestataire doit fournir au moins un exemplaire sous format papier pour la version préliminaire et un autre pour la version finale.

5.1. Calendrier des livrables

Le tableau ci-dessous énumère les livrables et leurs délais de livraison.

Intitulé	Date de Livraison (mois)	
	Période de base	Période optionnelle
A-1 : Note méthodologique	$Mb1 = Mb + 1$	$Mo1 = Mo + 0,5$
A-2 : Plan Assurance Qualité (PAQ)	$Mb1 = Mb + 1$	$Mo1 = Mo + 0,5$
A-3 : Plan d'atténuation des risques covid-19	$Mb1 = Mb + 1$	$Mo1 = Mo + 0,5$
B: Elaboration et conception des modules de formation à intégrer dans la plateforme	$Mb2 = Mb1' + 4$	$Mo2 = Mo1' + 1,5$
C-1 : Projet de plateforme pour la formation à distance des alphabétiseurs	$Mb3 = Mb2' + 1,5$	$Mo3 = Mo2' + 1$
C-2 : Mise en service de la plateforme	$Mb4 = Mb3' + 1$	$Mo4 = Mo3' + 0,5$
C-3 : Durabilité de la plateforme	$Mb5 = Mb4' + 0,5$	$Mo5 = Mo4' + 0,5$

Les livrables seront remis initialement sous la forme d'une version préliminaire qui sera, soit acceptée en l'état et devenir de fait la version finale, soit faire l'objet d'observations et de demandes de modification et/ou de compléments. Dans ce dernier cas, le prestataire devra prendre en charge les commentaires et modifications proposés et produire un nouveau livrable en conséquence, joint par une matrice de réponses aux différentes remarques et suggestions. Au cas où le livrable n'est pas accepté, il devra être repris jusqu'à son acceptation définitive.

La validation ou la reprise des livrables se fera dans les délais suivants :

	Délai de validation par le maître d'ouvrage	Délai de reprise par le prestataire
Première version du livrable	7 jours ouvrables	5 jours ouvrables

Versions ultérieures jusqu'à validation définitive	5 jours ouvrables	3 jours ouvrables
---	-------------------	-------------------

Il est à noter que les délais de validation et de reprise précisés ci-dessus ne sont pas compris dans les délais de réalisation des livrables. Le prestataire a le droit à deux reprises au maximum.

5.2. Autres livrables

En dehors des échanges entre le prestataire et l'Agence MCA-Morocco autour des livrables, le prestataire devra rendre compte régulièrement au Directeur du foncier rural de l'Agence MCA-Morocco et à l'ANLCA de l'état d'avancement des activités et d'éventuelles difficultés. Une réunion de démarrage se tiendra après la signature du contrat et la notification de l'ordre de service de commencement au prestataire. Le prestataire sera représenté par, au moins, les membres du personnel clé, comme décrits dans les présents TDRs. La réunion de lancement aura pour objectif d'aborder toutes les questions relatives au contrat et de préciser les différentes attentes de chacun. En outre, l'Agence MCA-Morocco, l'ANLCA et le prestataire devront convenir au moment du démarrage de la prestation des modalités de suivi (réunions périodiques, réunion « à la demande », etc.).

Des réunions régulières sont prévues avec le groupe de travail technique et d'autres membres compétents. Le prestataire peut également être appelé à participer à des réunions de coordination ou d'échange d'informations avec d'autres prestataires exécutant des travaux pour l'Activité Foncier Rural, y compris le prestataire chargé de l'appui technique et social à l'opération de melkisation des terres collectives situées dans les périmètres d'irrigation du Gharb et du Haouz et les autres prestataires chargés de la mise en œuvre des autres actions prévues dans le cadre des mesures d'accompagnement à l'opération de melkisation. Toutes ces activités devront être sanctionnées par des PV.

Enfin, l'Agence MCA-Morocco peut demander des informations périodiques supplémentaires pour réaliser des présentations (powerpoints, etc.).

Le tableau suivant liste les livrables relatifs au reporting que le prestataire devra produire.

Quantité et échéancier des rapports périodiques

<u>Livable</u>	<u>Date de soumission des projets de livrables périodiques</u>	<u>Quantités</u>
Comptes rendus et Procès-verbaux de réunions, etc.	Deux jours ouvrables après la date de chaque réunion	Autant que requis

6. CALENDRIER DES LIVRABLES ET DES PAIEMENTS

Le délai maximum de réalisation des prestations objet de cette consultation, tenant compte des périodes de validation, est fixé à **13 mois calendaires pour la période de base et 9 mois calendaires pour la période optionnelle** avec éventualité de chevauchement entre les deux périodes à compter de la date de démarrage de l'exécution des prestations (voir calendrier des livrables pour plus de précisions).

Le paiement sera fait en respectant la répartition des pourcentages équivalents, pour chaque livrable, présentée dans le tableau ci-dessous. Ces paiements se feront après la validation définitive de chaque livrable.

Intitulé	Date de livraison (mois)	Pourcentage de paiement	Date de livraison (mois)	Pourcentage de paiement
	Période de base		Période optionnelle	
A-1 : Note méthodologique	$Mb1 = Mb + 1$	3%	$Mo1 = Mo + 0,5$	3%
A-2 : Plan Assurance Qualité (PAQ)	$Mb1 = Mb + 1$	3%	$Mo1 = Mo + 0,5$	3%
A-3 : Plan d'atténuation des risques covid-19	$Mb1 = Mb + 1$	0%	$Mo1 = Mo + 0,5$	0%
B: Elaboration et conception des modules de formation à intégrer dans la plateforme	$Mb2 = Mb1' + 4$	28%	$Mo2 = Mo1' + 1,5$	22%
C-1 : Projet de plateforme pour la formation à distance des alphabétiseurs	$Mb3 = Mb2' + 1,5$	10%	$Mo3 = Mo2' + 1$	13%
C-2 : Mise en service de la plateforme	$Mb4 = Mb3' + 1$	28%	$Mo4 = Mo3' + 0,5$	23%
C-3 : Durabilité de la plateforme	$Mb5 = Mb4' + 0,5$	28%	$Mo5 = Mo4' + 0,5$	36%

7. CONFIDENTIALITÉ

Le prestataire et son personnel sont tenus au secret professionnel pendant toute la durée de réalisation de la prestation et après son achèvement, notamment quant aux informations et documents recueillis ou portés à leur connaissance à l'occasion de leur mission. Sans autorisation préalable du commanditaire, ils ne peuvent communiquer à des tiers la teneur de ces renseignements et documents. De plus, ils ne peuvent faire aucun usage préjudiciable à l'Agence MCA-Morocco et à l'ANLCA des renseignements qui leur sont fournis pour accomplir leur mission. Il est spécifié que les résultats des investigations effectuées dans le cadre de la présente mission restent la propriété de l'ANLCA et de l'Agence MCA-Morocco. Ces derniers peuvent en faire usage autant qu'ils le jugent nécessaires.

